

Économie publique

Chapitre 3 : Biens publics

Pierre-Hernan Rojas

pierrehernan.rojas@sciencespo.fr

Sciences Po - 2019/2020

Introduction

Un peu d'économie expérimentale...

Cas concret : la connaissance

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

La production optimale

La production privée

L'offre publique de biens publics

Un exemple : la philanthropie

Quelques faits stylisés

Comprendre la charité privée : limites de l'analyse classique

Quelles politiques publiques sont efficaces ?

Introduction

Un peu d'économie expérimentale...

Cas concret : la connaissance

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Introduction

Un peu d'économie expérimentale...

Cas concret : la connaissance

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Principe du jeu

- Chaque joueur dispose de 10 "euros"
- Ces 10 euros doivent être réparties entre une **caisse privée** et une **caisse publique**
 - Chaque euro placé dans la caisse privée est conservé par le joueur
 - Chaque euro placé dans la caisse publique est collecté par l'État

Quid de l'argent placé dans la caisse publique ?

- L'État utilise le **montant total** collecté pour financer des biens et des services **utiles à l'ensemble de la population**
- Dans le jeu, cela se traduit de la façon suivante :
 - Chaque euro investi dans la caisse publique est **multiplié par 3**
 - Le montant total ainsi obtenu est redistribué **équitablement** entre **tous les participants**

Pour des questions de logistique, seules les contributions de 15 étudiant.e.s sélectionné.e.s aléatoirement seront pris en compte.

Quels sont les gains du jeu ?

Le gain de chaque joueur est donc la somme de deux montants :

- Le montant placé dans la caisse privée
- Le montant redistribué par l'État : $\frac{\text{Contributions totales} \times 3}{\text{Nombre de joueurs selectionnés}}$

Ce gain se traduit en **euros** à la fin du jeu.

Plus le gain est élevé, plus la valeur monétaire du résultat sera élevée !

À vous de jouer !

Indiquez la répartition des 10 euros entre caisse privée et publique sur une feuille.

Sans la montrer à vos voisins et sans communiquer !

Rappel

Gain = montant placé dans la caisse privée + montant redistribué par l'État ($\frac{\text{Contributions totales} \times 3}{\text{Nombre de joueurs selectionnés}}$)

Debriefing du jeu

Au premier tour, on observe que :

- Les personnes ayant gardé le plus d'argent dans la caisse privée réalisent le gain total le plus élevé
- Les personnes ayant contribué le plus à la caisse commune réalisent le gain total le plus faible
- En effet, chaque individu bénéficie autant du "bien public" (le gouvernement redistribue le même montant à tous les individus), et cela s'ajoute à ce qu'il a conservé de façon privée

→ Mise en évidence de comportement de **passager clandestin** : ceux qui profitent du bien public sans y avoir contribué

Comportement inévitable dans la mesure où tout le monde bénéficie du bien public, indépendamment de sa contribution individuelle !

Debriefing du jeu

Au fil du jeu (d'une période à l'autre), on pourrait observer que :

- Le nombre de contributeurs à la caisse publique diminue
- Le montant total investi dans la caisse publique décroît
- Le montant individuel redistribué par le gouvernement diminue
- Les gains totaux deviennent plus faibles

→ *Le nombre de passagers clandestins augmente*

Les contributeurs s'aperçoivent que leurs contributions à la caisse publique bénéficient à des individus qui ne contribuent pas et profitent donc gratuitement du bien public. Ils sont moins enclins à investir dans la caisse publique.

→ La contribution au bien public (montant investi dans la caisse publique) est donc plus faible, ce qui se traduit par une *baisse de la qualité ou de la quantité du bien public* (réduction du montant redistribué)

Debriefing du jeu

À l'extrême, on peut aboutir à une situation dans laquelle les contributions publiques sont nulles et où chaque individu n'a donc accès qu'à de la consommation privée.

Debriefing du jeu

Quel est le niveau optimal de contribution au bien public ?

- Si aucun des N agents ne contribue au bien public, le gain final de chaque agent est de $10 + \frac{10 \times 0 \times 3}{N} = 10$ euros, et le total des gains de l'ensemble des agents (après redistribution) est minimum ($10 \times N$)
- En revanche, lorsque tous les agents investissent la totalité de leur argent dans la caisse publique, le gain final de chaque agent est de $0 + \frac{10 \times N \times 3}{N} = 30$ euros, et le total des gains de l'ensemble des agents (après redistribution) est maximum ($30 \times N$)

Pourquoi cette situation optimale n'est pas atteinte ?

- Très forte incitation individuelle à dévier de la situation optimale : si un joueur décide de ne pas contribuer alors que tous les autres contribuent, son gain devient beaucoup plus élevé : $10 + \frac{(N-1) \times 10 \times 3}{N} > 10$ euros
- Cela reste vrai quel que soit le nombre de contributeurs au bien public
- Le marché ne permet pas d'empêcher les comportements de passager clandestin

Introduction

Un peu d'économie expérimentale...

Cas concret : la connaissance

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

La connaissance : un bien particulier

1. Un bien indispensable à la société

- Un bien de consommation : à l'école, lectures, expositions, conférences...

La connaissance : un bien particulier

1. Un bien indispensable à la société

- Un bien de consommation : à l'école, lectures, expositions, conférences...
- Un facteur de production
 - Permet de produire plus avec les mêmes quantités d'autres facteurs
 - Permet de produire de nouveaux biens de consommation

La connaissance : un bien particulier

1. Un bien indispensable à la société

- Un bien de consommation : à l'école, lectures, expositions, conférences...
- Un facteur de production
 - Permet de produire plus avec les mêmes quantités d'autres facteurs
 - Permet de produire de nouveaux biens de consommation
- Un bien dont les effets positifs vont au-delà des simples consommateurs

La connaissance : un bien particulier

1. Un bien indispensable à la société

- Un bien de consommation : à l'école, lectures, expositions, conférences...
- Un facteur de production
 - Permet de produire plus avec les mêmes quantités d'autres facteurs
 - Permet de produire de nouveaux biens de consommation
- Un bien dont les effets positifs vont au-delà des simples consommateurs

→ *Un bien qu'il est nécessaire de produire en grande quantité*

La production de connaissance : un investissement risqué

Un processus coûteux :

- Coût financier "direct" et immédiat : matériel, bâtiments, salaires...

La production de connaissance : un investissement risqué

Un processus coûteux :

- Coût financier "direct" et immédiat : matériel, bâtiments, salaires...
- Coût en ressources rares de manière générale : temps, capital humain spécifique, stock des connaissances existantes

La production de connaissance : un investissement risqué

Un processus coûteux :

- Coût financier "direct" et immédiat : matériel, bâtiments, salaires...
- Coût en ressources rares de manière générale : temps, capital humain spécifique, stock des connaissances existantes
- Coût d'opportunité : les ressources consacrées à une découverte majeure (temps, talent, argent) auraient pu être utilisées autrement (et aboutir à d'autres découvertes !)

La production de connaissance : un investissement risqué

Un processus coûteux :

- Coût financier "direct" et immédiat : matériel, bâtiments, salaires...
- Coût en ressources rares de manière générale : temps, capital humain spécifique, stock des connaissances existantes
- Coût d'opportunité : les ressources consacrées à une découverte majeure (temps, talent, argent) auraient pu être utilisées autrement (et aboutir à d'autres découvertes !)

Un processus aux rendements incertains :

- Incertitude sur la production de résultats
- Incertitude sur la durée du processus
- Incertitude sur le potentiel (marchand, scientifique) de l'issue

La production optimale de connaissance

Question essentielle : *Quel est le montant optimal de ressources qui devraient être allouées à la production de connaissance (i.e. la recherche) ?*

- Tant que le *coût marginal* de la recherche pour la *société* est inférieur au *gain marginal social* (espéré), il faut continuer à "produire"

La production optimale de connaissance

Question essentielle : *Quel est le montant optimal de ressources qui devraient être allouées à la production de connaissance (i.e. la recherche) ?*

- Tant que le *coût marginal* de la recherche pour la *société* est inférieur au *gain marginal social* (espéré), il faut continuer à "produire"
- Si le coût marginal social dépasse le bénéfice marginal, cela signifie qu'on a trop "produit", et il faut donc réduire la "quantité de richesse produite"

La production optimale de connaissance

Question essentielle : *Quel est le montant optimal de ressources qui devraient être allouées à la production de connaissance (i.e. la recherche) ?*

- Tant que le *coût marginal* de la recherche pour la *société* est inférieur au *gain marginal social* (espéré), il faut continuer à "produire"
- Si le coût marginal social dépasse le bénéfice marginal, cela signifie qu'on a trop "produit", et il faut donc réduire la "quantité de richesse produite"
- On retrouve intuitivement la condition d'optimalité habituelle : la quantité optimale de recherche est celle pour laquelle le **coût marginal social est égal au bénéfice marginal social**.

Le problème de la production privée de connaissance

Question cruciale : *Un système concurrentiel peut-il allouer la quantité de ressources suffisante à la production de connaissance ?*

- Il faudrait que les institutions qui s'engagent dans un processus de recherche puissent récolter le gain correspondant au bénéfice social de leur production

Le problème de la production privée de connaissance

Question cruciale : *Un système concurrentiel peut-il allouer la quantité de ressources suffisante à la production de connaissance ?*

- Il faudrait que les institutions qui s'engagent dans un processus de recherche puissent récolter le gain correspondant au bénéfice social de leur production
- Idée : chaque utilisateur devrait payer un prix égal à sa valorisation de l'innovation.

Le problème de la production privée de connaissance

Idée de faire payer un prix égal à la valorisation de l'innovation est difficile à mettre en place en pratique :

- L'innovation peut devenir publique dès lors qu'elle est vendue à un individu

Le problème de la production privée de connaissance

Idée de faire payer un prix égal à la valorisation de l'innovation est difficile à mettre en place en pratique :

- L'innovation peut devenir publique dès lors qu'elle est vendue à un individu
- Le prix de vente (fixe ou discriminant) ne permet pas de "récupérer" un montant égal à la valeur sociale du produit

Le problème de la production privée de connaissance

Idée de faire payer un prix égal à la valorisation de l'innovation est difficile à mettre en place en pratique :

- L'innovation peut devenir publique dès lors qu'elle est vendue à un individu
- Le prix de vente (fixe ou discriminant) ne permet pas de "récupérer" un montant égal à la valeur sociale du produit
- À l'inverse, le consommateur ne peut pas connaître la valeur de l'information/de l'innovation tant qu'il n'y a pas eu accès

Le problème de la production privée de connaissance

Idée de faire payer un prix égal à la valorisation de l'innovation est difficile à mettre en place en pratique :

- L'innovation peut devenir publique dès lors qu'elle est vendue à un individu
- Le prix de vente (fixe ou discriminant) ne permet pas de "récupérer" un montant égal à la valeur sociale du produit
- À l'inverse, le consommateur ne peut pas connaître la valeur de l'information/de l'innovation tant qu'il n'y a pas eu accès
- Tous les consommateurs potentiels ne sont pas présents au moment de la "mise sur le marché" de l'innovation

Impossibilité pour l'innovateur d'obtenir une compensation adéquate pour les efforts fournis. → *Trop peu de ressources consacrées à la recherche*

Production sous-optimale de connaissance

L'intervention publique pour la production de connaissance

Intervention du gouvernement justifié : du fait des comportements de passagers clandestins générés par les caractéristiques propres à ce bien, le marché concurrentiel aboutit à une production sous-optimale de connaissance.

Deux grands types de réponses publiques :

L'intervention publique pour la production de connaissance

Intervention du gouvernement justifié : du fait des comportement de passagers clandestins générés par les caractéristiques propres à ce bien, le marché concurrentiel aboutit à une production sous-optimale de connaissance.

Deux grands types de réponses publiques :

- Subvention, financement ou production de la recherche par le gouvernement
 - Incitations ou aides financières pour que les entreprises privées fournissent un effort de recherche plus important qu'en situation concurrentielle
 - Production directe de recherche en "quantité socialement optimale"
 - Solution notamment adoptée pour la recherche fondamentale

L'intervention publique pour la production de connaissance

Intervention du gouvernement justifié : du fait des comportement de passagers clandestins générés par les caractéristiques propres à ce bien, le marché concurrentiel aboutit à une production sous-optimale de connaissance.

Deux grands types de réponses publiques :

- Subvention, financement ou production de la recherche par le gouvernement
 - Incitations ou aides financières pour que les entreprises privées fournissent un effort de recherche plus important qu'en situation concurrentielle
 - Production directe de recherche en "quantité socialement optimale"
 - Solution notamment adoptée pour la recherche fondamentale
- Mise en place d'un système de brevets
 - Garantie de propriété intellectuelle : protection contre les comportements de passager clandestin
 - Solution notamment adoptée pour la recherche appliquée

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Définition d'un bien public

Deux éléments fondamentaux caractérisent les biens publics :

- **La non-rivalité** : une fois produit par un individu, le bien collectif est automatiquement disponible pour les autres individus sans coût additionnel de production, tout au moins jusqu'à la limite de capacité de l'infrastructure (Ex : théâtre)
→ La non-rivalité des consommations est égale à une indivisibilité de l'offre.

Définition d'un bien public

Deux éléments fondamentaux caractérisent les biens publics :

- **La non-rivalité** : une fois produit par un individu, le bien collectif est automatiquement disponible pour les autres individus sans coût additionnel de production, tout au moins jusqu'à la limite de capacité de l'infrastructure (Ex : théâtre)
→ La non-rivalité des consommations est égale à une indivisibilité de l'offre.
- **La non-exclusion** : il n'est pas possible d'exclure de la consommation du bien l'individu qui ne révèle pas ses préférences, et donc ne paie pas le prix du service, parce que l'exclusion est techniquement impossible ou serait extrêmement onéreuse.

Définition d'un bien public

- Un **bien public pur** est un bien dont la consommation est *parfaitement non-rivale et non-exclusive*
 - La non-rivalité implique que tous les individus *consomment* la même quantité du bien, même s'ils ne le valorisent pas tous de la même manière. Une fois le bien produit, le coût d'avoir un consommateur supplémentaire est nul.
 - La non-exclusion implique qu'on ne peut pas faire payer les individus pour leur consommation du bien

Définition d'un bien public

- Un **bien public pur** est un bien dont la consommation est *parfaitement non-rivale et non-exclusive*
 - La non-rivalité implique que tous les individus *consomment* la même quantité du bien, même s'ils ne le valorisent pas tous de la même manière. Une fois le bien produit, le coût d'avoir un consommateur supplémentaire est nul.
 - La non-exclusion implique qu'on ne peut pas faire payer les individus pour leur consommation du bien
- Un **bien public impur** est un bien non-rival et non-exclusif, mais seulement dans une certaine mesure :
 - L'exclusion est possible, à un certain coût
 - La rivalité peut survenir à partir d'un certain nombre d'utilisateurs (congestion)

Une classification possible des biens

		La consommation du bien est-elle rivale ?	
		<i>Oui</i>	<i>Non</i>
La consommation du bien est-elle exclusive ?	<i>Oui</i>	Bien privé	Bien public impur
	<i>Non</i>	Bien public impur	Bien public pur

Le terme "bien public" est-il pertinent ?

- Généralisation de l'expression "bien public"

Le terme " bien public" est-il pertinent ?

- Généralisation de l'expression " bien public"
- Anglicisme discutable qui constitue un obstacle à la bonne compréhension du problème posé
 - Publics goods = Biens publics ?
 - En français, le mot " public" renvoie à la sphère étatique au sens large. Le terme a donc un sens très juridique
 - En anglais, le sens du mot est très différent : *public company* vs *private equity*.
 - Le terme anglo-saxon a le sens de " collectif"

Le terme " bien public" est-il pertinent ?

- Généralisation de l'expression " bien public"
- Anglicisme discutable qui constitue un obstacle à la bonne compréhension du problème posé
 - Publics goods = Biens publics ?
 - En français, le mot " public" renvoie à la sphère étatique au sens large. Le terme a donc un sens très juridique
 - En anglais, le sens du mot est très différent : *public company vs private equity*.
 - Le terme anglo-saxon a le sens de "collectif"
- Un bien collectif peut-il être public ?
 - Oui, si l'on considère que la gestion privée du bien conduit à une production sous-optimale, alors l'État peut remplacer le marché dans la production des biens publics
 - Comment ? En prélevant sur les agents privées des impôts qui reflètent globalement leur préférence collective pour plus de sécurité ou de justice que ce que le marché pourrait leur assurer.

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

1. La question des biens tutélaires

- Bien dont la puissance publique considère qu'il doit être consommé de façon obligatoire (scolarité, vaccinations), ou qu'il doit être accessible sans exclusion par les prix
 - Le caractère public ne résulte pas d'une **contrainte technique** mais d'un **choix politique**

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

1. La question des biens tutélaires

- Bien dont la puissance publique considère qu'il doit être consommé de façon obligatoire (scolarité, vaccinations), ou qu'il doit être accessible sans exclusion par les prix
 - Le caractère public ne résulte pas d'une **contrainte technique** mais d'un **choix politique**
- La tutelle de l'État peut se manifester aussi bien vis-à-vis des biens privatifs que des biens collectifs
 - Biens privés : modifier les prix de marché, soumettre la production/consommation à des contraintes physiques, assurer directement la production, devenant ainsi une "production non-marchande" gérée par l'État
 - Biens collectifs (purs et impurs) : prise en charge de leur production ou fiscalisation

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

2. La question de l'exclusion par les prix

- Dans l'approche traditionnelle, l'impossibilité de pratiquer l'exclusion par les prix est présentée comme une contrainte technique (Ex : phare maritime)

La confusion " bien public" /" bien collectif" occulte des débats importants

2. La question de l'exclusion par les prix

- Dans l'approche traditionnelle, l'impossibilité de pratiquer l'exclusion par les prix est présentée comme une contrainte technique (Ex : phare maritime)
- De nombreux exemples montrent que l'excluabilité relève de **conditions techniques évolutives** et de **choix politiques**
 - Cas des autoroutes à péage (question politique)
 - La télévision hertzienne (question technique)

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

3. La production associative des biens collectifs

- Un bien collectif peut-être un bien privé :
 - Radios libres associatives
 - Cérémonies religieuses

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

3. La production associative des biens collectifs

- Un bien collectif peut-être un bien privé :
 - Radios libres associatives
 - Cérémonies religieuses
- L'opposition *biens privés* (relevant du marché) et *biens collectifs* (relevant de l'État) n'est pas toujours exacte

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

4. La question des biens communs

- Un bien commun est caractérisé à la fois par la *rivalité* et la *non-exclusion*
 - Les pâturages communs dans l'Angleterre pré-industrielle
 - L'eau destinée à l'irrigation dans certaines communautés agricoles
 - Ressources halieutiques (thon rouge, baleines...)

La confusion "bien public" / "bien collectif" occulte des débats importants

4. La question des biens communs

- Un bien commun est caractérisé à la fois par la *rivalité* et la *non-exclusion*
 - Les pâturages communs dans l'Angleterre pré-industrielle
 - L'eau destinée à l'irrigation dans certaines communautés agricoles
 - Ressources halieutiques (thon rouge, baleines...)
- La non-exclusion par les prix est une construction sociale
 - Les greffons et le sang humain

Une meilleure classification des biens

Bien	Exclusif	Non exclusif
Rival	Biens et services privés	Biens communs <i>pâturages, bancs de poisson</i>
Non rival	Biens de club <i>Canal+, abonnement réseau...</i>	Biens collectifs purs

Dans la suite du raisonnement, nous utiliserons le terme bien "public" au sens de bien "collectif"

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

La production optimale

La production privée

L'offre publique de biens publics

Un exemple : la philanthropie

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

- La production optimale

- La production privée

- L'offre publique de biens publics

Un exemple : la philanthropie

Production optimale d'un bien privé

- On se place dans un cadre concurrentiel simplifié à deux agents (A et B) et deux biens privés (1 et 2)

Production optimale d'un bien privé

- On se place dans un cadre concurrentiel simplifié à deux agents (A et B) et deux biens privés (1 et 2)
- Sur chaque marché, l'équilibre est donné par l'intersection de la courbe d'offre et de la courbe de demande agrégée, qui est obtenue en sommant les *courbes de demandes*

Production optimale d'un bien privé

- On se place dans un cadre concurrentiel simplifié à deux agents (A et B) et deux biens privés (1 et 2)
- Sur chaque marché, l'équilibre est donné par l'intersection de la courbe d'offre et de la courbe de demande agrégée, qui est obtenue en sommant les *courbes de demandes*
- L'équilibre est atteint au point où le **bénéfice marginal social** procuré par le bien (représenté par la courbe de demande agrégée) est égal au **coût marginal social** de produire ce bien (représenté par la courbe d'offre)

Production optimale d'un bien privé

- On se place dans un cadre concurrentiel simplifié à deux agents (A et B) et deux biens privés (1 et 2)
- Sur chaque marché, l'équilibre est donné par l'intersection de la courbe d'offre et de la courbe de demande agrégée, qui est obtenue en sommant les *courbes de demandes*
- L'équilibre est atteint au point où le **bénéfice marginal social** procuré par le bien (représenté par la courbe de demande agrégée) est égal au **coût marginal social** de produire ce bien (représenté par la courbe d'offre)
- Les quantités échangées à l'équilibre concurrentiel sont optimales et vérifient donc la relation suivante :

$$TMS_{1,2}^A = TMS_{1,2}^B = TMT_{1,2}$$

Production optimale d'un bien privé

- On se place dans un cadre concurrentiel simplifié à deux agents (A et B) et deux biens privés (1 et 2)
- Sur chaque marché, l'équilibre est donné par l'intersection de la courbe d'offre et de la courbe de demande agrégée, qui est obtenue en sommant les *courbes de demandes*
- L'équilibre est atteint au point où le **bénéfice marginal social** procuré par le bien (représenté par la courbe de demande agrégée) est égal au **coût marginal social** de produire ce bien (représenté par la courbe d'offre)
- Les quantités échangées à l'équilibre concurrentiel sont optimales et vérifient donc la relation suivante :

$$TMS_{1,2}^A = TMS_{1,2}^B = TMT_{1,2}$$
- Interprétation des courbes de demandes en termes de TMS et de la courbe d'offre en termes de TMT

Introduction d'un bien public

- On considère maintenant que les individus répartissent leur revenu entre la consommation d'un bien privé (X) et celle d'un bien public (G)
 - Bien privé : $X = x^1 + x^2$
 - Bien public : $G = g^1 = g^2$

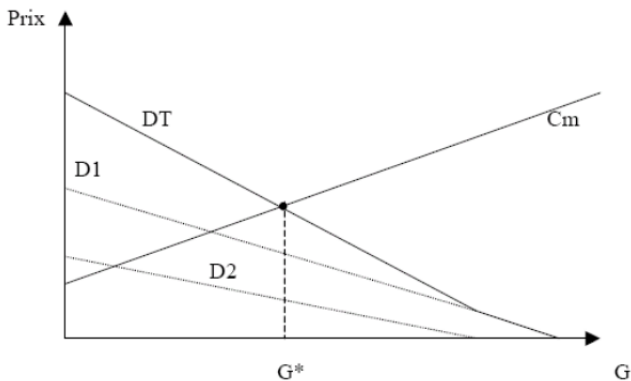
Introduction d'un bien public

- On considère maintenant que les individus répartissent leur revenu entre la consommation d'un bien privé (X) et celle d'un bien public (G)
 - Bien privé : $X = x^1 + x^2$
 - Bien public : $G = g^1 = g^2$
- Différence fondamentale entre bien privé et bien public :
 - Une unité supplémentaire du bien privé n'est consommée que par un consommateur. La valeur sociale d'une unité de bien privé supplémentaire est donc donnée par la valeur attachée par ce consommateur.
 - Une unité supplémentaire du bien public est consommée par l'ensemble des consommateurs à la fois. La valeur sociale d'une unité de bien public supplémentaire est donc donnée par la valeur attachée par l'ensemble des consommateurs qui vont pouvoir en bénéficier

Introduction d'un bien public

- On considère maintenant que les individus répartissent leur revenu entre la consommation d'un bien privé (X) et celle d'un bien public (G)
 - Bien privé : $X = x^1 + x^2$
 - Bien public : $G = g^1 = g^2$
- Différence fondamentale entre bien privé et bien public :
 - Une unité supplémentaire du bien privé n'est consommée que par un consommateur. La valeur sociale d'une unité de bien privé supplémentaire est donc donnée par la valeur attachée par ce consommateur.
 - Une unité supplémentaire du bien public est consommée par l'ensemble des consommateurs à la fois. La valeur sociale d'une unité de bien public supplémentaire est donc donnée par la valeur attachée par l'ensemble des consommateurs qui vont pouvoir en bénéficier
- On considère en général que les agents produisent le bien public à partir d'un bien privé, ce qui permet de considérer le bien privé comme numéraire.

Illustration graphique



Offre optimale d'un bien public

- Pour déterminer la quantité optimale de bien public à produire, il faut comme toujours, *comparer le bénéfice marginal social au coût marginal*
 - Tant que le bénéfice retiré d'une unité supplémentaire est supérieur au coût de produire cette unité supplémentaire, on continue à produire
 - *La quantité produite est optimale lorsque le coût de la dernière unité produite est exactement égal au bénéfice de la dernière unité produite*

Offre optimale d'un bien public

- Pour déterminer la quantité optimale de bien public à produire, il faut comme toujours, *comparer le bénéfice marginal social au coût marginal*
 - Tant que le bénéfice retiré d'une unité supplémentaire est supérieur au coût de produire cette unité supplémentaire, on continue à produire
 - *La quantité produite est optimale lorsque le coût de la dernière unité produite est exactement égal au bénéfice de la dernière unité produite*
- Différence majeure avec le cas d'un bien privé : une unité supplémentaire d'un bien public profite à l'ensemble des individus. *Le bénéfice social procuré par cette unité supplémentaire est donc égal à la somme des bénéfices marginaux de tous les consommateurs*

Offre optimale d'un bien public

- Pour déterminer la quantité optimale de bien public à produire, il faut comme toujours, *comparer le bénéfice marginal social au coût marginal*
 - Tant que le bénéfice retiré d'une unité supplémentaire est supérieur au coût de produire cette unité supplémentaire, on continue à produire
 - *La quantité produite est optimale lorsque le coût de la dernière unité produite est exactement égal au bénéfice de la dernière unité produite*
- Différence majeure avec le cas d'un bien privé : une unité supplémentaire d'un bien public profite à l'ensemble des individus. *Le bénéfice social procuré par cette unité supplémentaire est donc égal à la somme des bénéfices marginaux de tous les consommateurs*
- À l'optimum, le bénéfice total procuré par une unité de bien public supplémentaire doit être égal au coût de produire cette unité.

Offre optimale d'un bien public

- Pour déterminer la quantité optimale de bien public à produire, il faut comme toujours, *comparer le bénéfice marginal social au coût marginal*
 - Tant que le bénéfice retiré d'une unité supplémentaire est supérieur au coût de produire cette unité supplémentaire, on continue à produire
 - *La quantité produite est optimale lorsque le coût de la dernière unité produite est exactement égal au bénéfice de la dernière unité produite*
- Différence majeure avec le cas d'un bien privé : une unité supplémentaire d'un bien public profite à l'ensemble des individus. *Le bénéfice social procuré par cette unité supplémentaire est donc égal à la somme des bénéfices marginaux de tous les consommateurs*
- À l'optimum, le bénéfice total procuré par une unité de bien public supplémentaire doit être égal au coût de produire cette unité.

Condition d'optimalité pour un bien public : $TMS_{G,X}^A + TMS_{G,X}^B = TMT_{G,X}$

C'est la **condition de Samuelson** (1954)

Autre interprétation de la condition de Samuelson

Condition de Samuelson : $TMS_{G,X}^A + TMS_{G,X}^B = TMT_{G,X}$

- TMS : quantité du bien privé qu'un individu est prêt à sacrifier pour pouvoir obtenir une unité supplémentaire de bien public.
Consentement à payer pour le bien public

Autre interprétation de la condition de Samuelson

Condition de Samuelson : $TMS_{G,X}^A + TMS_{G,X}^B = TMT_{G,X}$

- TMS : quantité du bien privé qu'un individu est prêt à sacrifier pour pouvoir obtenir une unité supplémentaire de bien public.
Consentement à payer pour le bien public
- Partie gauche de l'équation : quantité totale de bien privé que l'économie (i.e. l'ensemble des consommateurs) est prête à abandonner afin d'obtenir une unité supplémentaire du bien public.
Consentement collectif à payer pour le bien public

Autre interprétation de la condition de Samuelson

Condition de Samuelson : $TMS_{G,X}^A + TMS_{G,X}^B = TMT_{G,X}$

- TMS : quantité du bien privé qu'un individu est prêt à sacrifier pour pouvoir obtenir une unité supplémentaire de bien public.
Consentement à payer pour le bien public
- Partie gauche de l'équation : quantité totale de bien privé que l'économie (i.e. l'ensemble des consommateurs) est prête à abandonner afin d'obtenir une unité supplémentaire du bien public.
Consentement collectif à payer pour le bien public
- TMT : quantité du bien privé qui doit être sacrifiée pour pouvoir produire une unité supplémentaire du bien public

Autre interprétation de la condition de Samuelson

Condition de Samuelson : $TMS_{G,X}^A + TMS_{G,X}^B = TMT_{G,X}$

- TMS : quantité du bien privé qu'un individu est prêt à sacrifier pour pouvoir obtenir une unité supplémentaire de bien public.
Consentement à payer pour le bien public
- Partie gauche de l'équation : quantité totale de bien privé que l'économie (i.e. l'ensemble des consommateurs) est prête à abandonner afin d'obtenir une unité supplémentaire du bien public.
Consentement collectif à payer pour le bien public
- TMT : quantité du bien privé qui doit être sacrifiée pour pouvoir produire une unité supplémentaire du bien public

Condition de Samuelson : une allocation efficace est telle que la *quantité totale du bien privé que les agents sont prêts à sacrifier* collectivement pour obtenir une unité supplémentaire du bien public est *égale à la quantité qui doit être sacrifiée* pour la produire.

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

La production optimale

La production privée

L'offre publique de biens publics

Un exemple : la philanthropie

Le marché peut-il produire la quantité optimale de bien public ?

- Oui, si les agents révèlent leurs vraies préférences (i.e. leur consentement à payer)

Le marché peut-il produire la quantité optimale de bien public ?

- Oui, si les agents révèlent leurs vraies préférences (i.e. leur consentement à payer)
- Mais les agents sont généralement incités à cacher (sous-estimer) leurs véritables préférences
 - Incitation à laisser les autres payer puisque rien ne m'empêche de bénéficier du bien public → Comportement de **passager clandestin**
 - Cela va conduire à une **production sous-optimale de bien public** (à l'extrême, absence de bien public)

Le problème du passager clandestin

L'émergence de comportements de passagers clandestins conduit à une offre sous-optimale de bien public :

- Dans le cadre d'un bien public, les actions des agents ne sont pas indépendantes : la quantité de bien public produite et donc à laquelle chaque individu a accès ne dépend pas uniquement de sa contribution, mais également de celles des autres. On parle d'**interactions stratégiques** entre les individus.

Le problème du passager clandestin

L'émergence de comportements de passagers clandestins conduit à une offre sous-optimale de bien public :

- Dans le cadre d'un bien public, les actions des agents ne sont pas indépendantes : la quantité de bien public produite et donc à laquelle chaque individu a accès ne dépend pas uniquement de sa contribution, mais également de celles des autres. On parle d'**interactions stratégiques** entre les individus.
- Forte incitation individuelle à ne pas contribuer ou moins contribuer que selon ses préférences et à profiter des contributions des autres.

Le problème du passager clandestin

L'émergence de comportements de passagers clandestins conduit à une offre sous-optimale de bien public :

- Dans le cadre d'un bien public, les actions des agents ne sont pas indépendantes : la quantité de bien public produite et donc à laquelle chaque individu a accès ne dépend pas uniquement de sa contribution, mais également de celles des autres. On parle d'**interactions stratégiques** entre les individus.
- Forte incitation individuelle à ne pas contribuer ou moins contribuer que selon ses préférences et à profiter des contributions des autres.
- Chaque agent cherche à maximiser son utilité, sans tenir compte du fait que sa contribution bénéficiera aux autres.

Le problème du passager clandestin

L'émergence de comportements de passagers clandestins conduit à une offre sous-optimale de bien public :

- Dans le cadre d'un bien public, les actions des agents ne sont pas indépendantes : la quantité de bien public produite et donc à laquelle chaque individu a accès ne dépend pas uniquement de sa contribution, mais également de celles des autres. On parle d'**interactions stratégiques** entre les individus.
- Forte incitation individuelle à ne pas contribuer ou moins contribuer que selon ses préférences et à profiter des contributions des autres.
- Chaque agent cherche à maximiser son utilité, sans tenir compte du fait que sa contribution bénéficiera aux autres.

→ **Justification pour une intervention de l'État**

Le problème vient-il de la non-exclusion ?

Si l'on sort du cadre d'un bien public pur pour mettre en place un mécanisme d'exclusion, peut-on atteindre la quantité optimale ?

- Oui, si l'on réussit à faire payer à chaque utilisateur exactement le prix correspondant à sa valorisation du bien public **Tarification parfaitement discriminante**

Le problème vient-il de la non-exclusion ?

Si l'on sort du cadre d'un bien public pur pour mettre en place un mécanisme d'exclusion, peut-on atteindre la quantité optimale ?

- Oui, si l'on réussit à faire payer à chaque utilisateur exactement le prix correspondant à sa valorisation du bien public **Tarification parfaitement discriminante**
- Mais cela reste théorique ! Dans les faits, il est impossible de connaître les vraies préférences des agents
 - Incitations à sous-déclarer ses préférences pour le bien public
 - Il faudrait mettre en place un mécanisme de révélation des préférences

Le problème vient-il de la non-exclusion ?

Si l'on sort du cadre d'un bien public pur pour mettre en place un mécanisme d'exclusion, peut-on atteindre la quantité optimale ?

- Oui, si l'on réussit à faire payer à chaque utilisateur exactement le prix correspondant à sa valorisation du bien public **Tarification parfaitement discriminante**
- Mais cela reste théorique ! Dans les faits, il est impossible de connaître les vraies préférences des agents
 - Incitations à sous-déclarer ses préférences pour le bien public
 - Il faudrait mettre en place un mécanisme de révélation des préférences
 - Ainsi, quel que soit le prix fixé pour exclure des individus de la consommation du bien public, il y aura toujours une offre sous-optimale.

Le problème vient-il de la non-exclusion ?

Si l'on sort du cadre d'un bien public pur pour mettre en place un mécanisme d'exclusion, peut-on atteindre la quantité optimale ?

- Oui, si l'on réussit à faire payer à chaque utilisateur exactement le prix correspondant à sa valorisation du bien public **Tarification parfaitement discriminante**
- Mais cela reste théorique ! Dans les faits, il est impossible de connaître les vraies préférences des agents
 - Incitations à sous-déclarer ses préférences pour le bien public
 - Il faudrait mettre en place un mécanisme de révélation des préférences
 - Ainsi, quel que soit le prix fixé pour exclure des individus de la consommation du bien public, il y aura toujours une offre sous-optimale.

→ Cela conduira toujours à l'exclusion des individus qui valorisent positivement le bien public, mais trop peu pour payer le prix fixé.

Les "limites" du problème du passager clandestin

Certaines situations peuvent conduire à limiter les comportements de passagers clandestins, et donc à assurer une production privée optimale du bien public :

- Forte hétérogénéité des préférences

Les "limites" du problème du passager clandestin

Certaines situations peuvent conduire à limiter les comportements de passagers clandestins, et donc à assurer une production privée optimale du bien public :

- Forte hétérogénéité des préférences
- Altruisme

Les "limites" du problème du passager clandestin

Certaines situations peuvent conduire à limiter les comportements de passagers clandestins, et donc à assurer une production privée optimale du bien public :

- Forte hétérogénéité des préférences
- Altruisme
- Utilité retirée de sa propre contribution

Les "limites" du problème du passager clandestin

Certaines situations peuvent conduire à limiter les comportements de passagers clandestins, et donc à assurer une production privée optimale du bien public :

- Forte hétérogénéité des préférences
- Altruisme
- Utilité retirée de sa propre contribution
- Pression sociale : informations sur les contributions et information

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

La production optimale

La production privée

L'offre publique de biens publics

Un exemple : la philanthropie

L'État comme fournisseur optimal de biens publics ?

- Production privée de bien public sous-optimale : place pour l'intervention de l'État

L'État comme fournisseur optimal de biens publics ?

- Production privée de bien public sous-optimale : place pour l'intervention de l'État
- En théorie, l'État peut garantir une production optimale de bien public car il cherche à maximiser l'utilité sociale : il prend en compte l'utilité que le même bien procure à l'ensemble de agents.

L'État comme fournisseur optimal de biens publics ?

- Production privée de bien public sous-optimale : place pour l'intervention de l'État
- En théorie, l'État peut garantir une production optimale de bien public car il cherche à maximiser l'utilité sociale : il prend en compte l'utilité que le même bien procure à l'ensemble de agents.
- Mais pas si simple en pratique ! Trois types de difficultés :
 - Risque d'éviction des contributions privées
 - Mesure des coûts et des bénéfices des biens publics
 - Identification des préférences des agents

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Quelques faits stylisés

Comprendre la charité privée : limites de l'analyse classique

Quelles politiques publiques sont efficaces ?

Bien public et charité privée

- Dans un contexte de crise des finances publiques, les financements de nombreux secteurs sont sous haute tension (éducation, recherche, activités culturelles...)
 - Comment continuer à financer les biens publics de qualité ?
 - Peut-on diminuer la dépense publique dans ces secteurs, tout en maintenant un niveau adéquat de fourniture des biens publics ?

Bien public et charité privée

- Dans un contexte de crise des finances publiques, les financements de nombreux secteurs sont sous haute tension (éducation, recherche, activités culturelles...)
 - Comment continuer à financer les biens publics de qualité ?
 - Peut-on diminuer la dépense publique dans ces secteurs, tout en maintenant un niveau adéquat de fourniture des biens publics ?
- Tendance des pays développés à encourager des financements volontaires alternatifs à la taxation

Bien public et charité privée

- Dans un contexte de crise des finances publiques, les financements de nombreux secteurs sont sous haute tension (éducation, recherche, activités culturelles...)
 - Comment continuer à financer les biens publics de qualité ?
 - Peut-on diminuer la dépense publique dans ces secteurs, tout en maintenant un niveau adéquat de fourniture des biens publics ?
- Tendance des pays développés à encourager des financements volontaires alternatifs à la taxation
- Le modèle en la matière est celui des États-Unis qui semble connaître un nouvel âge de la philanthropie

L'exemple américain



Dons du top 1% des ménages aux revenus les plus élevés, par rapport aux revenus moyens d'un ménage aux États-Unis

Source : Fack, et al., 2018

Quelle place donner au financement privé dans la fourniture de biens publics ?

- S'interroger sur la place de l'intervention privée dans la fourniture de biens publics, c'est poser la question de la place donnée à l'intervention publique

Quelle place donner au financement privé dans la fourniture de biens publics ?

- S'interroger sur la place de l'intervention privée dans la fourniture de biens publics, c'est poser la question de la place donnée à l'intervention publique
- Initiative privée et intervention publique interagissent inévitablement
 - L'intervention publique peut générer un effet d'éviction sur l'initiative privée...
 - Mais certaines interventions peuvent favoriser les comportements altruistes des agents

Quelle place donner au financement privé dans la fourniture de biens publics ?

- S'interroger sur la place de l'intervention privée dans la fourniture de biens publics, c'est poser la question de la place donnée à l'intervention publique
- Initiative privée et intervention publique interagissent inévitablement
 - L'intervention publique peut générer un effet d'éviction sur l'initiative privée...
 - Mais certaines interventions peuvent favoriser les comportements altruistes des agents
- Existe-t-il des politiques publiques permettant d'inciter les individus à s'impliquer dans la fourniture des biens publics ?
 - La France est devenu le pays le plus incitatif au monde en termes de subventions publiques aux dons privés : 1 euro de don donne aujourd'hui le droit à une réduction d'impôt comprise entre 0,66 euro et 0,75 euro
 - Est-ce efficace ?

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

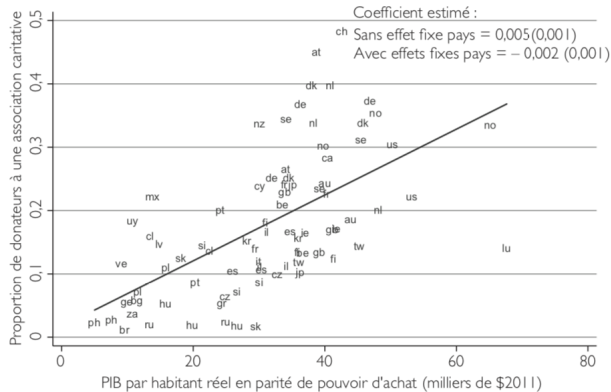
Un exemple : la philanthropie

Quelques faits stylisés

Comprendre la charité privée : limites de l'analyse classique

Quelles politiques publiques sont efficaces ?

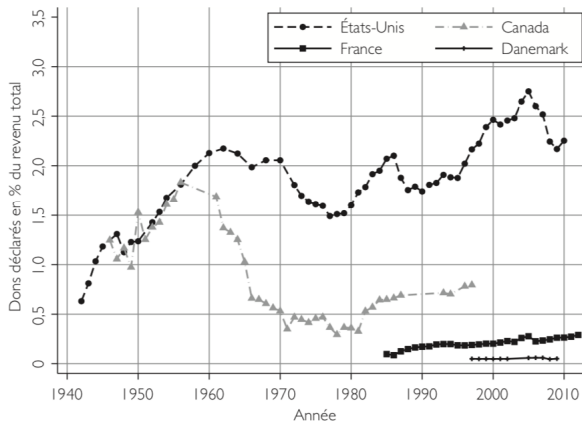
Le financement privé de biens publics augmente avec le niveau de développement des économies



Proportion de la population déclarant avoir effectué un don monétaire auprès d'une organisation caritative, en fonction du PIB par habitant

Source : Fack, et al., 2018

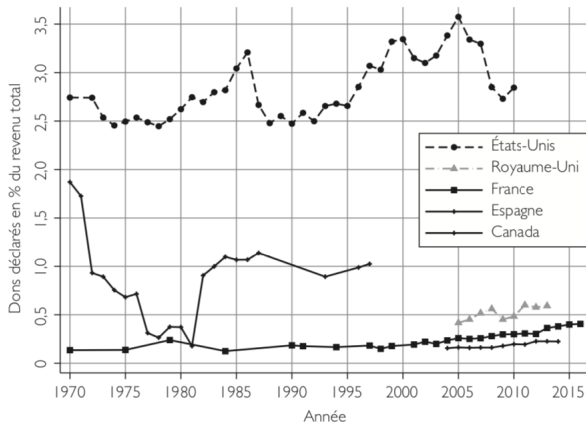
Très forte différence entre les pays développés



Part dans le revenu total des dons reportés dans les déclarations de revenus

Source : Fack, et al., 2018

Qu'en est-il du don des ménages les plus riches ?



Comparaison de la part des dons déclarés dans le revenu des ménages du top 10%

Source : Fack, et al., 2018

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Quelques faits stylisés

Comprendre la charité privée : limites de l'analyse classique

Quelles politiques publiques sont efficaces ?

Passager clandestin et effet d'éviction

- En théorie, les individus s'intéressent avant tout à la quantité totale de biens publics produite dans la société *indépendamment de la manière dont celle-ci est financée*
 - Toutes les contributions sont considérées comme parfaitement substituables
 - Si l'État augmente sa contribution au financement d'un bien public, un individu peut réduire la sienne d'autant : c'est l'**effet d'éviction**

Passager clandestin et effet d'éviction

- En théorie, les individus s'intéressent avant tout à la quantité totale de biens publics produite dans la société *indépendamment de la manière dont celle-ci est financée*
 - Toutes les contributions sont considérées comme parfaitement substituables
 - Si l'État augmente sa contribution au financement d'un bien public, un individu peut réduire la sienne d'autant : c'est l'**effet d'éviction**
- Ce raisonnement est la source du problème du **passager clandestin**

Passager clandestin et effet d'éviction

- En théorie, les individus s'intéressent avant tout à la quantité totale de biens publics produite dans la société *indépendamment de la manière dont celle-ci est financée*
 - Toutes les contributions sont considérées comme parfaitement substituables
 - Si l'État augmente sa contribution au financement d'un bien public, un individu peut réduire la sienne d'autant : c'est l'**effet d'éviction**
- Ce raisonnement est la source du problème du **passager clandestin**
- Si la quantité de bien public à la disposition des individus est la seule chose qui les incite à donner, l'effet d'éviction est total
 - Les dons diminuent du montant exact de l'augmentation de l'impôt
 - L'intervention de l'État ne permet pas d'augmenter le niveau de fourniture de bien public

Quelles sont les motivations de la philanthropie ?

- Les individus ont une **motivation intrinsèque** à contribuer aux biens publics, relevant d'une réelle préférence
 - Les individus se sentent plus heureux lorsqu'ils sont incités à donner de l'argent pour une cause charitable plutôt que pour eux-mêmes.
 - Ce plaisir de donner peut expliquer que l'investissement des individus dans les activités philanthropiques ne se substitue pas à la contribution aux biens publics au travers de l'impôt

Quelles sont les motivations de la philanthropie ?

- Les individus ont une **motivation intrinsèque** à contribuer aux biens publics, relevant d'une réelle préférence
 - Les individus se sentent plus heureux lorsqu'ils sont incités à donner de l'argent pour une cause charitable plutôt que pour eux-mêmes.
 - Ce plaisir de donner peut expliquer que l'investissement des individus dans les activités philanthropiques ne se substitue pas à la contribution aux biens publics au travers de l'impôt
- Le don est surtout un **comportement social** permettant d'obtenir une reconnaissance sociale
 - Le prestige social attaché à certains dons est une motivation supplémentaire
 - L'importance accordée à la publicité des dons est confirmée par Karlan et McConnell (2014)
 - La pression sociale en faveur du don peut exercer une influence importante sur les comportements

Introduction

Qu'est ce qu'un bien public ?

La production de bien public purs

Un exemple : la philanthropie

Quelques faits stylisés

Comprendre la charité privée : limites de l'analyse classique

Quelles politiques publiques sont efficaces ?

Existe-il un système idéal ?

- Comment déterminer la quantité idéale de bien public par la communauté ? Règle de Samuelson

Existe-il un système idéal ?

- Comment déterminer la quantité idéale de bien public par la communauté ? Règle de Samuelson
- Pour connaître ce montant, il suffit de demander directement à chaque individu sa propension à payer pour le bien public
 - Les individus n'ont en réalité pas intérêt à révéler cette information (passager clandestin)
 - Bien souvent, les individus ne savent pas nécessairement quelle valeur attribuer aux différents biens publics.

Existe-il un système idéal ?

- Comment déterminer la quantité idéale de bien public par la communauté ? Règle de Samuelson
- Pour connaître ce montant, il suffit de demander directement à chaque individu sa propension à payer pour le bien public
 - Les individus n'ont en réalité pas intérêt à révéler cette information (passager clandestin)
 - Bien souvent, les individus ne savent pas nécessairement quelle valeur attribuer aux différents biens publics.
- Peut-on s'en remettre à la voie démocratique qui consiste à demander aux individus de s'exprimer par le vote ?
 - Le vote ne fournit pas de meilleur résultat que l'enquête
 - L'avantage de la démocratie est qu'elle oblige les citoyens à s'informer. L'effet inverse peut se produire si les groupes de pression investissent dans des stratégies de persuasion et/ou de désinformation pour modifier les perceptions des individus.

Existe-il un système idéal ?

- Comment déterminer la quantité idéale de bien public par la communauté ? Règle de Samuelson
- Pour connaître ce montant, il suffit de demander directement à chaque individu sa propension à payer pour le bien public
 - Les individus n'ont en réalité pas intérêt à révéler cette information (passager clandestin)
 - Bien souvent, les individus ne savent pas nécessairement quelle valeur attribuer aux différents biens publics.
- Peut-on s'en remettre à la voie démocratique qui consiste à demander aux individus de s'exprimer par le vote ?
 - Le vote ne fournit pas de meilleur résultat que l'enquête
 - L'avantage de la démocratie est qu'elle oblige les citoyens à s'informer. L'effet inverse peut se produire si les groupes de pression investissent dans des stratégies de persuasion et/ou de désinformation pour modifier les perceptions des individus.

→ *La solution souhaitable est hybride*

Quels sont les outils ?

Financement direct

- L'État peut financer directement certains biens publics, pour contrôler directement la quantité totale disponible

Quels sont les outils ?

Financement direct

- L'État peut financer directement certains biens publics, pour contrôler directement la quantité totale disponible
- Le financement direct n'implique pas nécessairement la production publique de ces biens
 - La *question du financement* consiste à déterminer le niveau optimal de bien public qu'il faudrait produire, afin de collecter les sommes nécessaires
 - La *question de la production* en découle : vaut-il mieux passer par l'État ou par un contrat avec des agents privés ?

Quels sont les outils ?

Financement direct

- L'État peut financer directement certains biens publics, pour contrôler directement la quantité totale disponible
- Le financement direct n'implique pas nécessairement la production publique de ces biens
 - La *question du financement* consiste à déterminer le niveau optimal de bien public qu'il faudrait produire, afin de collecter les sommes nécessaires
 - La *question de la production* en découle : vaut-il mieux passer par l'État ou par un contrat avec des agents privés ?

Incitations au financement privé

- Elles prennent essentiellement la forme de subventions financières aux dons effectués à des associations ou à des fondations dédiées à la fourniture d'oeuvre d'intérêt général
- En France, ces dispositifs existent dans le cadre de l'IS, de l'IRPP, de l'IFI ainsi que des droits de succession

Faut-il subventionner les dons ?

- La France est le pays le plus incitatif à la générosité privée parmi tous les pays développés, en dépensant plus de 2,2 milliards d'euros en réductions d'impôts

Faut-il subventionner les dons ?

- La France est le pays le plus incitatif à la générosité privée parmi tous les pays développés, en dépensant plus de 2,2 milliards d'euros en réductions d'impôts
- Est-ce trop ?
 - La question est de savoir si les individus réagissent fortement ou faiblement à ces incitations
 - On calcule donc l'**élasticité-prix** du don qui mesure l'augmentation des dons, en pourcentage, lorsque le prix du don *diminue* de 1%

Faut-il subventionner les dons ?

- La France est le pays le plus incitatif à la générosité privée parmi tous les pays développés, en dépensant plus de 2,2 milliards d'euros en réductions d'impôts
- Est-ce trop ?
 - La question est de savoir si les individus réagissent fortement ou faiblement à ces incitations
 - On calcule donc l'**élasticité-prix** du don qui mesure l'augmentation des dons, en pourcentage, lorsque le prix du don *diminue* de 1%
- Le prix du don est défini ici comme le *taux de subvention du don* : plus le taux de subvention est élevé, plus le prix d'un don est faible, car le coût pour l'individu en termes de ressources personnelles pour faire un euro de don est d'autant plus faible

Les dons privés répondent-ils aux incitations ?

- Faible élasticité des ménages aux incitations fiscales
 - Aux États-Unis, variation entre 0,5 et 1 (Randolph, 1995 ; Fack et Landais, 2016)
 - En France, variation entre 0,2 et 0,5 (Fack et Landais, 2009)

Les dons privés répondent-ils aux incitations ?

- Faible élasticité des ménages aux incitations fiscales
 - Aux États-Unis, variation entre 0,5 et 1 (Randolph, 1995 ; Fack et Landais, 2016)
 - En France, variation entre 0,2 et 0,5 (Fack et Landais, 2009)
- En réalité, la réponse des comportements de dons aux incitations est très hétérogène
 - Les 1% des contribuables les plus aisés sont très sensibles aux incitations fiscales
 - Le reste de la population l'est beaucoup moins

Les dons privés répondent-ils aux incitations ?

- Faible élasticité des ménages aux incitations fiscales
 - Aux États-Unis, variation entre 0,5 et 1 (Randolph, 1995 ; Fack et Landais, 2016)
 - En France, variation entre 0,2 et 0,5 (Fack et Landais, 2009)
- En réalité, la réponse des comportements de dons aux incitations est très hétérogène
 - Les 1% des contribuables les plus aisés sont très sensibles aux incitations fiscales
 - Le reste de la population l'est beaucoup moins
- Pourquoi de telles différences ?
 - Ces catégories d'individus sont sensibles étant donné leur niveau de revenu (et donc de dons)
 - Elles sont plus à même d'exploiter les incitations offertes par le système en termes d'optimisation fiscale voire d'évasion fiscale

L'importance de l'administration et du contrôle fiscal

Que peut faire l'administration lorsque les réactions des individus aux réductions d'impôts en faveur des dons reflètent une exploitation des niches fiscales à des fins d'optimisation ?

L'importance de l'administration et du contrôle fiscal

Que peut faire l'administration lorsque les réactions des individus aux réductions d'impôts en faveur des dons reflètent une exploitation des niches fiscales à des fins d'optimisation ?

- De petites modifications du cadre réglementaire peuvent conduire à de fortes variations du don et de l'élasticité-prix des dons

→ **Exemple français au début des années 1980**

L'importance de l'administration et du contrôle fiscal

Que peut faire l'administration lorsque les réactions des individus aux réductions d'impôts en faveur des dons reflètent une exploitation des niches fiscales à des fins d'optimisation ?

- De petites modifications du cadre réglementaire peuvent conduire à de fortes variations du don et de l'élasticité-prix des dons

—→ **Exemple français au début des années 1980**

- Avant 1983, les contribuables n'avaient pas l'obligation de fournir systématiquement des preuves de leurs contributions pour bénéficier de la réduction pour dons aux oeuvres dans le cadre de l'IR

L'importance de l'administration et du contrôle fiscal

Que peut faire l'administration lorsque les réactions des individus aux réductions d'impôts en faveur des dons reflètent une exploitation des niches fiscales à des fins d'optimisation ?

- De petites modifications du cadre réglementaire peuvent conduire à de fortes variations du don et de l'élasticité-prix des dons

—→ **Exemple français au début des années 1980**

- Avant 1983, les contribuables n'avaient pas l'obligation de fournir systématiquement des preuves de leurs contributions pour bénéficier de la réduction pour dons aux oeuvres dans le cadre de l'IR
- En 1983, l'administration fiscale impose à tous de joindre tous les reçus aux déclarations de revenu pour bénéficier de la réduction d'impôt

L'importance de l'administration et du contrôle fiscal

Que peut faire l'administration lorsque les réactions des individus aux réductions d'impôts en faveur des dons reflètent une exploitation des niches fiscales à des fins d'optimisation ?

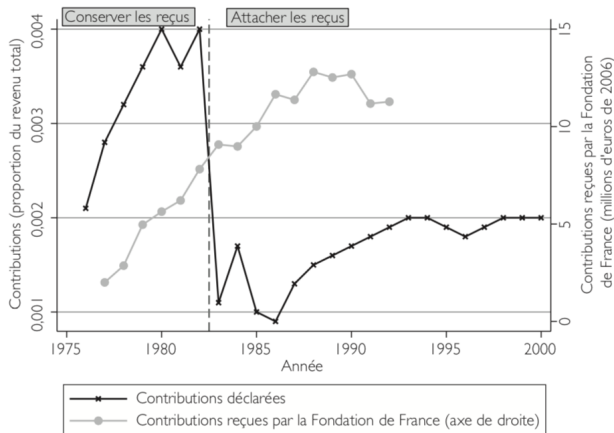
- De petites modifications du cadre réglementaire peuvent conduire à de fortes variations du don et de l'élasticité-prix des dons

→ **Exemple français au début des années 1980**

- Avant 1983, les contribuables n'avaient pas l'obligation de fournir systématiquement des preuves de leurs contributions pour bénéficier de la réduction pour dons aux oeuvres dans le cadre de l'IR
- En 1983, l'administration fiscale impose à tous de joindre tous les reçus aux déclarations de revenu pour bénéficier de la réduction d'impôt

→ Quel a été l'effet d'une telle mesure ?

Comme par hasard...



Contributions reportées dans les déclarations de revenus en France et contributions recues par la Fondation de France, 1976-2000

Source : Fack, et al., 2018

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

1. La question du contrôle sur le type de biens publics produits

- Contrairement au financement public, les dons privés financent les biens relevant du choix des donateurs
 - Chacun peut avoir des préférences différentes quant à l'utilisation des dons, qui plus est lorsqu'ils relèvent de considérations subjectives ou d'une recherche de reconnaissance sociale
 - 1ère conséquence : pas d'équivalence entre dons privés et financement public
 - 2ème conséquence : pose la question de l'efficacité des contributions privées pour le financement des biens publics

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

1. La question du contrôle sur le type de biens publics produits

- Contrairement au financement public, les dons privés financent les biens relevant du choix des donateurs
 - Chacun peut avoir des préférences différentes quant à l'utilisation des dons, qui plus est lorsqu'ils relèvent de considérations subjectives ou d'une recherche de reconnaissance sociale
 - 1ère conséquence : pas d'équivalence entre dons privés et financement public
 - 2ème conséquence : pose la question de l'efficacité des contributions privées pour le financement des biens publics
- **Risque de capture** du bien public au profit des intérêts privés du donateur lorsque les dons des plus fortunés deviennent une source majeure de financement de certains biens publics
 - Exemple des medias (Cagé, 2015)

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

2. Faut-il décentraliser la fourniture des biens publics ?

- Il est naïf de croire que le financement public est systématiquement plus efficace que le financement privé des biens publics.

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

2. Faut-il décentraliser la fourniture des biens publics ?

- Il est naïf de croire que le financement public est systématiquement plus efficace que le financement privé des biens publics.
- Le financement public est lui aussi sujet à des défaillances plus ou moins sévères
 - La mise en place d'un système de financement collectif est coûteuse et nécessite l'acquisition de nombreuses informations
 - Exemple de 2 associations qui demandent un financement : *Quelles règles suivre pour déterminer qui doit recevoir quoi ? Sur la base de quelle information ?*

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

2. Faut-il décentraliser la fourniture des biens publics ?

- Il est naïf de croire que le financement public est systématiquement plus efficace que le financement privé des biens publics.
- Le financement public est lui aussi sujet à des défaillances plus ou moins sévères
 - La mise en place d'un système de financement collectif est coûteuse et nécessite l'acquisition de nombreuses informations
 - Exemple de 2 associations qui demandent un financement : *Quelles règles suivre pour déterminer qui doit recevoir quoi ? Sur la base de quelle information ?*
- L'avantage des dons privés est qu'ils révèlent de l'information utile sur les biens publics que les individus valorisent.

Dons privés et financement public : substituts imparfaits

2. Faut-il décentraliser la fourniture des biens publics ?

- Il est naïf de croire que le financement public est systématiquement plus efficace que le financement privé des biens publics.
- Le financement public est lui aussi sujet à des défaillances plus ou moins sévères
 - La mise en place d'un système de financement collectif est coûteuse et nécessite l'acquisition de nombreuses informations
 - Exemple de 2 associations qui demandent un financement : *Quelles règles suivre pour déterminer qui doit recevoir quoi ? Sur la base de quelle information ?*
- L'avantage des dons privés est qu'ils révèlent de l'information utile sur les biens publics que les individus valorisent.
- Un autre avantage des dons privés est de mettre en concurrence les différents producteurs de biens publics
 - Exemple des *Charters schools* aux États-Unis
 - Limites de la concurrence car les individus ne perçoivent pas toujours certaines dimensions de la qualité du service

Conclusion

- Un système qui évacuerait l'initiative privée en faveur d'une fourniture totale des biens publics par la puissance publique, financée via l'*impôt*, n'est ni viable, ni désirable.

Conclusion

- Un système qui évacuerait l'initiative privée en faveur d'une fourniture totale des biens publics par la puissance publique, financée via l'*impôt*, n'est ni viable, ni désirable.
- Il est donc légitime de chercher à favoriser, par les politiques publiques, l'initiative et les financements privés des biens publics

Conclusion

- Un système qui évacuerait l'initiative privée en faveur d'une fourniture totale des biens publics par la puissance publique, financée via l'*impôt*, n'est ni viable, ni désirable.
- Il est donc légitime de chercher à favoriser, par les politiques publiques, l'initiative et les financements privés des biens publics
- En France, les incitations fiscales ont une efficacité limitée et coûtent chères (2,2 milliards d'euros par an)

Conclusion

- Un système qui évacuerait l'initiative privée en faveur d'une fourniture totale des biens publics par la puissance publique, financée via l'*impôt*, n'est ni viable, ni désirable.
- Il est donc légitime de chercher à favoriser, par les politiques publiques, l'initiative et les financements privés des biens publics
- En France, les incitations fiscales ont une efficacité limitée et coûtent chères (2,2 milliards d'euros par an)
- Quels sont les autres outils d'intervention ?
 - L'état doit jouer un rôle proactif dans la définition du cadre juridique des financements privés
 - L'État peut mieux accompagner les initiatives privées

Conclusion

- Un système qui évacuerait l'initiative privée en faveur d'une fourniture totale des biens publics par la puissance publique, financée via l'*impôt*, n'est ni viable, ni désirable.
- Il est donc légitime de chercher à favoriser, par les politiques publiques, l'initiative et les financements privés des biens publics
- En France, les incitations fiscales ont une efficacité limitée et coûtent chères (2,2 milliards d'euros par an)
- Quels sont les autres outils d'intervention ?
 - L'état doit jouer un rôle proactif dans la définition du cadre juridique des financements privés
 - L'État peut mieux accompagner les initiatives privées

→ La puissance publique doit faciliter le financement privé de certaines activités (éducation, recherche, santé, culture...) dans un cadre où la collectivité définit clairement la nature "publique", c'est à dire l'utilité sociale des biens et services produits.